

Commission : FAO

Question : L'agriculture face aux grands groupes : comment concilier productivité, protection des agriculteurs et protection de l'environnement ?

Auteur: Argentine

Texte de politique générale

Cher président, honorables délégués, c'est avec plaisir, que la délégation de l'Argentine participe à la septième édition du NUMAD dans la commission FAO pour agir et préparer l'agriculture de demain. En effet, aujourd'hui, l'agriculture mondiale doit faire face à de nouveaux défis dans le monde et doit prendre des décisions pour un développement durable et équitable. Cependant il reste beaucoup de progrès à faire dans le monde pour une agriculture durable. En effet, beaucoup d'inégalités sociales persistent à tous les échelles dans le monde et il reste beaucoup à faire au niveau environnementale.

La délégation d'Argentine est consciente du fait que les multinationales (ou les Industries Agro-Alimentaire) ne respectent souvent pas les droits des agriculteurs et de l'environnement. Par exemple, au Brésil beaucoup d'agriculteurs ont disparus sous la pression de certaines firmes comme Cargill, ou encore d'autres firmes qui ne respectent pas l'environnement (exemple : déforestation, pollution des eaux et des sols, ou encore peut mettre en danger certaines espèces de la faune sauvage et la santé des populations et des agriculteurs). Dans notre pays, il y a une situation similaire en Argentine car notre gouvernement a passé un accord avec le gouvernement chinois pour que certaines firmes achètent des terres dans notre pays pour cultiver du soja et du maïs. Cela peut donc causer de l'insécurité alimentaire lors des échanges commerciaux avec ce pays et peut donc avoir des conséquences sur la santé des consommateurs. Par exemple, les groupes Chongqing Red Dragonfly Oil et Chongqing Grain & Oil Group Dazu Grain & Oil Purchase and Sales ont acheté 13 000 hectares de terres cultivables ou encore des groupes arabes comme Almarai et Alkhorayef Group qui ont acheté 235 306 hectares de terres agricoles.

Notre délégation estime que la communauté économique international a les moyens et l'obligation de soutenir les agriculteurs et d'agir en leurs faveurs pour créer un équilibre entre les grandes firmes, les agriculteurs et l'environnement pour promouvoir le développement durable dans les monde.

Notre délégation est prêt à s'engager pour prendre des mesures radicales et immédiates pour défendre les agriculteurs et l'environnement en s'assurant l'application de la Convention de Rotterdam et de la Convention international pour la protection des végétaux, en sanctionnant les entreprises qui ne respectent pas ces accords, qui abusent des agriculteurs et qui exploitent illégalement leurs terres pour leurs propres bénéfices.

Aujourd'hui, l'ONU, est en pleine action sur sa politique agricole. En effet, après la création du FAO (Food and Agriculture Organization) par l'ONU en 1945, ses actions se sont multipliés dans le monde entier pour rendre service aux Etats et aux agriculteurs. Nous appelons donc l'Union Européenne à aider les pays émergents et les pays les plus pauvres pour assurer la sécurité alimentaire en diffusant le Pacte Agricole Commune (PAC) qui assure la sécurité alimentaire en sein des pays membres de l'UE.

Encore une fois, la délégation d'Argentine est prêt à agir pour tous les agriculteurs et est prêt à coopérer avec tous les pays partenaires pour soutenir les conventions et les traités internationaux sur l'agriculture et l'environnement et enfin pour mettre en œuvres les objectifs du développement durable et assurer la sécurité alimentaire dans le monde.